

# LE TEMPS

---

transports Mercredi 11 novembre 2009

## CEVA: la France promet de construire des parkings

Par Christian Lecomte

### Les élus de Haute-Savoie répondent aux critiques formulées par les référendaires genevois

A deux semaines du vote portant sur le crédit complémentaire de 113 millions de francs en faveur du CEVA, l'Association lémanique pour la promotion du rail (Alprail) a réuni hier ses membres «pour répondre aux arguments fallacieux des opposants au RER genevois». Le lieu choisi – le quai 3 de la gare d'Annemasse – était symbolique puisque c'est sur cette voie que le CEVA arrivera «en 2016 si tout va bien».

A la tête d'Alprail, Guy Mettan, le nouveau président du Grand Conseil genevois, a voulu rétablir deux vérités: «Les référendaires soutiennent que les Français ne veulent pas construire sur leur sol de parkings relais (P+R) pour accueillir les automobiles, c'est faux. Ils remettent par ailleurs en question la réalité du financement français, nous levons définitivement le doute.»

Les maires des communes desservies par le futur RER (Annemasse, Bons, Thonon, Reignier, Machilly, La Roche, etc.) se sont engagés ce mardi à bâtir ces fameux P+R. «Les terrains sont prêts, les finances aussi», ont-ils assuré. «Le train, ça ne marche que s'il va chercher les gens pas trop loin de chez eux. On ne peut imaginer un grand train régional sans des aires de stationnement proches des gares», estime Christian Dupessey, le maire d'Annemasse et vice-président d'Alprail.

### Avec les élus de Nyon

Celui-ci a d'autre part confirmé que la France allait déboursier 132 millions d'euros (199 millions de francs) pour le CEVA, engagement repris publiquement samedi dernier par Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale française et maire d'Annecy-le-Vieux.

Principaux financeurs: l'Etat (29,1 millions d'euros), la Région Rhône-Alpes (35,1), le réseau ferré français (19,2) et le Conseil régional de Haute-Savoie (29). «Nous rejoignons les élus du district de Nyon, qui ont appelé les Genevois à dire oui à la rallonge budgétaire, mais nous respecterons bien entendu le choix des électeurs», a poursuivi le maire.

Alprail a enfin rappelé qu'en cas de refus du crédit complémentaire, une manne fédérale de 837 millions de francs partira dans un projet zurichois en cours de réalisation. «Quant au CEVA, il sera retardé de 30 ans au moins et il coûtera alors plus de 5 milliards», prévient Guy Mettan.

**LE TEMPS** © 2009 Le Temps SA